

DES RAPPORTS OCCIDENTAUX L'ÉVOQUENT

Daesh peut-il menacer l'Algérie ?

Des informations diffusées principalement par des canaux américains annoncent depuis plusieurs jours la progression d'éléments de Daesh vers l'Algérie. Elles sont y compris relayées par des cercles politiques européens lesquels évoquent l'existence d'une menace poussant les autorités algériennes à réagir en démentant officiellement les faits.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) -

Tout a commencé au début du mois d'août lorsque le gouvernement national libyen annonçait au monde le bombardement de la ville de Syrte par les forces aériennes américaines. Les frappes destinées à faciliter la destruction de l'une des plus importantes bases de Daesh dans la région ont été perçues comme étant une première dans ce pays où l'aide militaire étrangère avait été jusque-là limitée à une présence discrète. Les terroristes qui échappent aux bombardements sont pris en étau. Quelques jours plus tard, un rapport peu anodin est transmis par Ban Ki-moon au Conseil de sécurité. Le secrétaire général de l'ONU annonce la possibilité de l'infiltration des terroristes éparpillés dans certains pays de la région, dont l'Algérie. Le nombre des éléments de Daesh concernés est évalué entre 2 000 et 5 000 individus.

L'information fait l'effet d'une bombe. Très vite, elle est appuyée par les conclusions d'une étude menée par le centre de recherche stratégique américain, Soufan Group, lequel confirme les craintes de Ban Ki-moon et indique que les éléments terroristes en fuite pourraient particulièrement se réfugier en Algérie.

La même source indique que les terroristes «originaires du Soudan, d'Égypte, du Maroc, de la Tunisie, des pays du Sahel, d'Algérie (...) collaborent en synergie avec les réseaux de

contrebande qui traversent la région, ce qui leur donne la possibilité de traverser avec une grande facilité les frontières». Le sujet emballe les médias américains. Il y a moins d'une semaine, NBC dévoilait le contenu d'un briefing qui s'est tenu à la Maison Blanche. Il révèle qu'une carte élaborée par le National Counter Terrorism Center et censée demeurer secrète a été présentée à Barack Obama.

Selon NBC, elle démontre la multiplication (par trois) de l'expansion de Daesh depuis l'intervention de la coalition internationale menée par Washington. «Le nombre de pays où Daesh dispose d'une branche est ainsi passé de sept en 2014 à dix-huit en 2016.» L'Algérie en fait partie, affirme cette même source.

La diffusion en série de telles informations est suivie de très près par Alger. Des sources proches des services concernés par la sécurité des frontières affirment qu'aucune situation exceptionnelle ou élément alarmant n'a été signalé depuis le bombardement survenu à Syrte. «La mobilisation est la même depuis la chute du régime El-Gueddafi. Tout ce qui est dit relève de la pure spéculation. Les Algériens doivent savoir qu'il y a une très grande vigilance.»

La récente découverte d'un important lot d'armements et de munitions par des éléments de l'ANP à Tamanrasset est évoquée, preuve d'un travail constant.



Photos : DR

Le nombre des éléments de Daesh éparpillés dans la région est estimé entre 2 000 et 5 000 individus.

Dans un récent message lancé à partir d'Oran, où il se trouvait en mission d'inspection, le chef d'état-major s'est voulu, lui aussi, rassurant. Il a mis en avant la «régression importante des activités terroristes dans notre pays et l'incapacité des résidus terroristes de commettre les moindres actes criminels, malgré la montée du phénomène terroriste dans notre environnement proche et lointain, ce qui démontre la réussite de l'approche adoptée par l'Armée nationale populaire durant ces dernières années».

Ces déclarations ont été perçues comme une réponse aux informations émanant de l'étranger et surtout contradictoires avec un précédent message (lancé en mars dernier) dans lequel il mettait en garde contre «les issues défavorables sur la sécurité et la stabilité des pays de la région en raison

des troubles et de l'aggravation de la situation sécuritaire (dans la région)».

Une chose est sûre, la multiplication des informations relatives à l'infiltration de Daesh en Algérie a très fortement déplu en haut lieu surtout qu'elles ont été relayées par des milieux politiques européens qui annoncent de sombres perspectives dans notre pays. Une mise au point cinglante a été adressée au journal américain *Politico* par l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles. Celui-ci a qualifié «d'incongruités spécieuses l'énormité risible et fantasmagorique d'une Algérie qui pourrait se retrouver sous la coupe de Daesh ou d'Al-Qaïda».

Selon ce média, une source émanant d'un milieu politique bien informé avait évoqué ce fait comme étant l'un des éléments d'un blocage dans le partenariat

entre l'Algérie et l'Union européenne.

Cette même source informe par ailleurs que l'Union européenne est tentée par la mise en place d'un plan économique d'investissement massif en Algérie mais des «blocages politiques, émanant des autorités algériennes, ralentissent un éventuel accord».

Selon *Politico*, «ils attendent que Bouteflika meure ou qu'il y ait un changement de gouvernement (...) ils savent qu'ils doivent changer».

Ce à quoi l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles a répondu que l'Algérie se plaçait «au-dessus des supputations subjectives et incongrues puisées auprès d'une source européenne, réputée proche du dossier et qui a, bien entendu, préféré le confort bien commode de l'anonymat».

A. C.

ELLE SERA DISCUTÉE MERCREDI

La réforme du bac au menu du gouvernement

Le projet de la réforme du bac sera sur la table du gouvernement ce mercredi, 24 août. Ce dernier doit choisir une nouvelle formule du baccalauréat pour la rentrée scolaire 2016-2017. Le dossier de la réforme s'ouvre sous une nouvelle polémique engagée par les islam-conservateurs contre la ministre de l'Éducation nationale.

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - Le projet de la réforme du bac arrive enfin devant le gouvernement. Quel est le contenu de la copie envoyée par le ministère de l'Éducation nationale ? Le gouvernement doit examiner plusieurs options établies par la commission qui regroupe des inspecteurs du ministère de l'Éducation en collaboration avec les syndicats du secteur et des associations des parents d'élèves.

Dans sa copie, la commission a gardé la proposition relative à des épreuves qui se dérouleront en quatre jours pour garder toutes les matières avec une journée où le candidat passera trois épreuves au lieu de deux. Or, le gouvernement veut alléger cet examen. Et le consensus s'est établi sur un examen en trois jours.

L'option compte, cependant, plusieurs formules. La première stipule que les candidats passent les matières non essentielles en deuxième année secondaire et laissent les matières essentielles pour les trois jours



Une réforme du bac en profondeur en perspective.

du bac. La deuxième formule c'est l'introduction d'une fiche de synthèse de la première année et deuxième année secondaires pour les candidats ayant eu une moyenne de plus de 9/10 pour pouvoir passer une deuxième session de rattrapage.

La troisième proposition, c'est de passer les matières essentielles en troisième année et les matières de la non spécialité seront des matières optionnelles.

Cela veut dire que le candidat pourra choisir une matière parmi celles qui ne sont pas essentielles dans sa spécialité comme matière à option et dont la note sera ajoutée

pour calculer la moyenne du bac. La dernière proposition est liée à l'introduction d'une fiche de synthèse pour les matières non essentielles.

Le candidat sera examiné durant les trois jours du bac sur les matières essentielles et les matières non essentielles seront regroupées et calculées pour établir une seule moyenne avec un seul coefficient. Celle-ci sera ajoutée aux autres notes des épreuves du bac pour établir une moyenne générale.

Nouria Benghebril nous a promis une réforme en profondeur. Cependant, et à l'approche de la rentrée scolaire, la ministre de

l'Éducation, cible préférée des islam-conservateurs, essuie de nouvelles critiques depuis quelques jours. Les anti-projet de la réforme du système éducatif crient au scandale.

L'identité nationale et la religion musulmane seraient en danger. Ces derniers ont lancé de nouvelles rumeurs sur la suppression de l'éducation islamique dans le programme de la troisième année secondaire et l'enseignement des matières scientifiques en langue française. Cette dernière proposition a pourtant été émise par la communauté universitaire.

Le taux d'échec à la première année universitaire, constatent les enseignants, est très important en raison des difficultés en langues étrangères. Le Premier ministre a fini par réagir encore une fois pour démentir la rumeur.

Avant lui, la ministre de l'Éducation a réagi via son compte Facebook pour assurer qu'il s'agit d'une nouvelle rumeur.

Un groupe de «personnalités» inconnues appelé «l'initiative pour la révision du système éducatif» s'est même constitué. Pourtant, la ministre de l'Éducation nationale n'a exclu personne dans le projet de réforme du système éducatif en rappelant que toutes les propositions sont les bienvenues.

S. A.